



Corruption et développement

La corruption est le principal obstacle au développement économique et social dans le monde¹. Chaque année, 1 000 milliards de dollars sont versés en pots-de-vin² tandis que quelque 2 600 milliards de dollars, soit plus de 5 % du PIB mondial, sont détournés³. Le Programme des Nations Unies pour le développement estime que, dans les pays en développement, le montant des fonds soustraits de leur destination par la corruption est 10 fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD)⁴. Mais la corruption ne se limite pas au vol de fonds là où ils sont le plus nécessaires; elle est également la cause d'une gouvernance défaillante qui peut à son tour encourager les réseaux criminels organisés et favoriser des infractions telles que la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et de migrants, la contrefaçon et le commerce d'espèces menacées d'extinction.

De ce fait, la corruption affecte chacun d'entre nous et peut mener à:

- **Moins de prospérité:** la corruption freine la croissance économique, nuit à l'état de droit et entraîne un gaspillage de compétences et de précieuses ressources. Lorsque la corruption est omniprésente, les entreprises hésitent à investir face au coût nettement plus élevé de l'activité économique. Dans les pays corrompus qui possèdent d'abondantes ressources naturelles, la population bénéficie rarement de ces richesses. La corruption fragilise également les structures de sûreté et de sécurité telles que les services de police. Enfin, elle empêche les populations, les pays et les entreprises de réaliser leur potentiel.
- **Moins de respect des droits:** la corruption met en péril la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme en affaiblissant les institutions publiques sur lesquelles se fondent les sociétés justes et équitables. L'achat de voix en période électorale compromet le processus démocratique, et la justice est remise en question lorsque des délinquants peuvent acheter leur tranquillité par des pots-de-vin. Les peuples autochtones et les femmes sont particulièrement exposés à la corruption. En raison de leur exclusion géographique et sociale et de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'accéder à la protection juridique dont bénéficient d'autres membres de la société, leurs droits économiques, sociaux et culturels sont menacés par la corruption.

- **Moins de services:** la corruption détourne des fonds destinés aux services essentiels que sont notamment les soins de santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et le logement. La corruption des fonctionnaires constitue une entrave majeure à la capacité du gouvernement à satisfaire les besoins fondamentaux des citoyens. Dans les pays où l'aide internationale est censée améliorer la qualité de vie, la corruption fait barrage aux efforts de la communauté internationale et met en péril de futurs financements.
- **Moins d'emplois:** lorsque l'attribution des postes ne relève pas du mérite mais du népotisme, ce sont des perspectives qui se ferment. Pour les pauvres, les femmes et les minorités, la corruption se traduit souvent par un accès encore plus restreint à l'emploi. En outre, du fait qu'elle décourage les investissements étrangers, elle limite la création d'emplois.

L'éradication de la corruption est essentielle pour atteindre, entre autres buts, les Objectifs de Développement Durable, et la lutte contre ce fléau est l'une des premières priorités des organismes d'aide au développement et d'un nombre de pays chaque jour plus important.

Premier instrument international juridiquement contraignant de lutte contre la corruption, **la Convention des Nations Unies contre la corruption** constitue un outil unique pour combattre ce problème mondial. En vigueur depuis décembre 2005, cette Convention dont l'ONUSDC est le dépositaire couvre quatre domaines principaux: prévention, incrimination et mesures de détection et de répression, coopération internationale et recouvrement d'avoirs. Elle contient également des dispositions relatives à l'assistance technique et à l'échange d'informations, et la Conférence des États parties à la Convention a institué en 2009 un mécanisme d'examen par les pairs. Aujourd'hui, la Convention compte 177 États parties, ce qui signifie que la grande majorité des États Membres de l'ONU y ont adhéré.

Il est à noter que la Convention, en tant que seul instrument juridique universel de lutte contre la corruption, contient des normes anticorruption novatrices et mondialement acceptées qui s'appliquent au secteur public comme au secteur privé.



Nous payons tous le prix de la corruption

Nous pouvons tous être victimes de la corruption. Partout où elle sévit, elle a des conséquences négatives. Comme le montrent les exemples ci-dessous, la société pâtit de la corruption.

Corruption: développer les infrastructures ou alimenter des comptes bancaires privés?

Lorsque des contrats juteux sont en jeu, la corruption, la fraude et la soustraction peuvent compromettre des projets d'infrastructure de grande envergure. Ces pratiques peuvent aboutir à des vols de fonds et, par suite, à un abandon du projet, mais aussi à des infrastructures qui ne sont qu'en partie achevées ou qui ne répondent pas aux normes, voire qui sont dangereuses. Des fonds peuvent également être affectés à des secteurs non prioritaires mais offrant de meilleures perspectives d'enrichissement personnel. Ainsi, même lorsqu'un hôpital fait cruellement défaut, des pots-de-vin versés à des personnes bien placées peuvent faire porter la priorité sur un autre projet bien moins nécessaire. Enfin, comme les marchés sont attribués à des entreprises qui ne sont pas les plus compétentes, la qualité du travail s'en ressent. Il peut en découler un effondrement de l'économie, qui entretient le sous-développement.

Même les conséquences d'une catastrophe peuvent offrir à des acteurs corrompus des possibilités de prospérer. Des routes, des ponts, des tunnels, parfois même des quartiers ou villages entiers doivent être reconstruits. Cela donne lieu, d'après les observations des experts, à des tenues de compte et des procédures d'appels d'offres faussées, des malfaçons, des défauts de planification et de conception et des problèmes de droits fonciers dans les zones sinistrées, autant de difficultés qui freinent le redressement ou la reconstruction à long terme.

Corruption: éducation, fraude et mise en péril de l'avenir de nos enfants

Le secteur de l'éducation regorge d'exemples de corruption. La fraude académique, par exemple, sévit dans de nombreux pays; elle est considérée comme une grave menace à l'intégrité et à la fiabilité des diplômes de l'enseignement supérieur. Le gaspillage lié aux marchés passés dans le secteur de l'éducation, qui concerne notamment les bâtiments scolaires, la falsification des frais d'entretien et le paiement de manuels jamais reçus, coûte très cher aux populations. Les professeurs absents qui figurent sur les listes de professeurs en activité dans les écoles pèsent lourdement sur les dépenses publiques. Ce phénomène

compromet sérieusement le niveau d'instruction des populations les plus pauvres et les résultats du système éducatif.

Mais pour mesurer l'impact de la corruption dans l'éducation, il ne suffit pas d'additionner les coûts financiers immédiats. Faire en sorte que les crédits budgétaires affectés à l'enseignement soient investis et administrés de manière juste et transparente, c'est protéger le bien le plus précieux d'un pays, ses enfants. Si les jeunes en viennent à penser que l'accès à l'école ou à l'université et les notes peuvent être achetés, l'avenir économique et politique du pays est mis en danger et une culture de corruption risque de s'installer; les jeunes terminent alors leurs études en n'ayant acquis que peu de compétences et contribuent donc moins à l'économie et au secteur public.

La corruption est mauvaise pour la santé

La corruption entraîne d'énormes pertes dans le secteur de la santé publique, où les ressources sont limitées. Ainsi, on estime que dans les pays développés, la fraude et les abus en matière de soins de santé coûtent entre 12 et 23 milliards de dollars par an à certains gouvernements⁵.

Dans le secteur pharmaceutique, des sommes importantes, pouvant atteindre 50 milliards de dollars, sont consacrées chaque année à l'achat de produits, et l'ampleur de ce marché le rend extrêmement vulnérable à la corruption⁶. Selon des évaluations récemment réalisées par l'Organisation mondiale de la Santé, la fraude et la corruption sous ses différentes formes peuvent entraîner la disparition de pas moins de 25 % des médicaments achetés⁷.

Dans certains pays, le système de santé publique est perçu comme étant l'institution la plus corrompue du service public, et ce problème affecte indéniablement le développement. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les pays où la corruption est la plus forte sont ceux où les taux de mortalité juvénile sont les plus élevés⁸.

Un système de santé efficace est l'un des services les plus primordiaux que le gouvernement ait à fournir aux citoyens. Or, la corruption assèche les budgets nationaux alloués à la santé, ce qui réduit la capacité du gouvernement à fournir les médicaments essentiels tout en augmentant le risque que des produits dangereux ou inefficaces apparaissent sur le marché. Elle absorbe également les fonds destinés à des infrastructures nécessaires telles que des hôpitaux, des cliniques et des écoles de médecine.



Dans certains pays en développement, les achats de produits pharmaceutiques représentent jusqu'à 50 % des dépenses de santé⁹. De par leur valeur marchande élevée, ces produits incitent au vol, à la corruption et aux pratiques contraires à l'éthique. Des préparations frauduleuses ou de piètre qualité ainsi que des médicaments dont la mise sur le marché est autorisée de manière abusive causent aux patients des souffrances inutiles et peuvent avoir des conséquences fatales.

Corruption: la facture fiscale s'alourdit, et vous n'en êtes peut-être même pas conscient

Le Forum économique mondial estime que l'augmentation moyenne du coût de l'activité économique induite par la corruption peut atteindre 10 %¹⁰.

La corruption freine le développement économique, nuit à l'intégrité du secteur privé et fait fondre les montants destinés à la lutte contre la pauvreté. Parce qu'elle produit les mêmes effets qu'une "taxe" cachée ou que des frais généraux illégaux, la corruption décourage les investisseurs, ce qui provoque des pertes d'emplois et finit par enfermer le pays dans la pauvreté. Elle fait également obstacle à la création de petites et moyennes entreprises capables de produire de la richesse pour les pays. Comme la confiance des entreprises est ébranlée, les bénéfices diminuent, les prix augmentent et la qualité des services se dégrade.

Corruption: la planète Terre bientôt en rupture de stock

Malgré la capacité importante des industries extractives à générer des fonds pour le développement, les risques de déperdition de ressources et de corruption restent élevés et il convient de s'y attaquer. Les données disponibles portent à croire que ce secteur est lié à de gros volumes de flux financiers illicites.

La gestion des ressources est capitale pour faire face à ces risques. La création de systèmes de gestion financière solides, permettant une divulgation ouverte et transparente des informations relatives à la production, aux recettes et aux paiements, réduit le risque de soustraction et de corruption. La promotion de la transparence et de la responsabilité au sein des multinationales comme de l'État est le meilleur moyen d'assurer une gestion responsable des recettes générées par le secteur extractif.

Le monde est confronté à des défis environnementaux redoutables dont beaucoup sont aggravés par la corruption. Un certain nombre d'espèces protégées disparaissent rapidement de la surface de la planète, en partie en raison du commerce illégal de faune et de flore, et la corruption n'y est pas étrangère dans la mesure où les trafiquants ont souvent recours à la fraude documentaire pour transporter des organes d'espèces menacées et du bois illicite vers l'étranger.

Les décharges sauvages découlent souvent de la corruption d'agents publics. L'une des conséquences possibles de ce phénomène sur le développement est la pollution des fleuves, qui condamne des zones de population entières à lutter pour satisfaire leurs besoins quotidiens en eau. Parallèlement, la corruption dans le secteur de l'eau met en péril la vie de milliards de personnes et freine les efforts de développement et de lutte contre la pauvreté. Les grands projets d'infrastructure hydraulique, tels que barrages, canaux, tunnels, puits et égouts, sont exposés à la corruption et à la fraude dans la procédure de passation de marché, et les marchés peuvent être attribués à des entreprises qui ne sont pas les plus compétentes.

Les solutions: que faire?

La prévention de la corruption et la lutte contre ce phénomène exigent une approche globale qui n'est possible que dans un climat de transparence, de responsabilité et de participation de tous les acteurs de la société. Les gouvernements, le secteur privé, les médias, les organisations de la société civile et la population doivent s'associer pour faire reculer ce fléau. Voici quelques exemples de la manière dont ces acteurs peuvent faire la différence.

Gouvernements

Au niveau international, d'importantes conventions ont été mises en place, notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que des instruments régionaux et sectoriels tels que la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Au niveau national, les gouvernements peuvent susciter des réformes législatives visant à établir des cadres législatifs et institutionnels de lutte contre la corruption qui prévoient une application rigoureuse et des mesures punitives.

Secteur privé

Les entreprises devraient adopter une attitude de tolérance zéro à l'égard de la corruption et mettre en place des politiques relatives



aux cadeaux, aux chaînes d'approvisionnement et aux personnes qui signalent des faits de corruption afin de promouvoir un environnement juste et équitable. Par leurs actions et leur attitude envers la corruption, en travaillant ensemble et en aidant les pays à mettre en place et à renforcer des infrastructures publiques de lutte contre la corruption, les milieux d'affaires peuvent encourager une concurrence juste.

Médias

En s'appuyant sur la position souvent unique qu'ils occupent dans la société, les médias peuvent exercer un contrôle sur l'implication du gouvernement et du secteur privé dans des pratiques de corruption. Ils peuvent aussi jouer un rôle essentiel en informant le grand public des progrès accomplis et en soutenant ceux qui prennent position contre la corruption.

Citoyens et société civile

De nombreuses organisations de la société civile s'emploient énergiquement à sensibiliser la population, à faire remonter les informations des citoyens jusqu'aux autorités de l'État et à exercer une pression en vue d'un engagement politique contre la corruption.

À mesure que la population se lasse des dirigeants corrompus, elle exige plus de responsabilité de leur part. Les citoyens ordinaires, notamment les jeunes, manifestent de plus en plus leur rejet de la corruption qui sévit autour d'eux et au sein des gouvernements.

Dans ce contexte, les citoyens peuvent – et devraient – s'informer des actions que mènent leurs gouvernements pour lutter contre la corruption et faire rendre compte aux élus de leurs actes. Il est tout aussi essentiel d'agir en signalant les cas de corruption aux autorités, en enseignant aux enfants que la corruption est inacceptable et en refusant de verser ou de prendre des pots-de-vin.

Notre objectif commun

Nous avons tous intérêt à lutter contre la corruption.

La corruption limite la capacité des gouvernements à servir les citoyens en ce qu'elle fragilise l'état de droit, les institutions publiques et la confiance dans les dirigeants. Elle agit comme un frein au développement et prive des millions de personnes à travers le monde de la prospérité, des droits, des services et des emplois qui leur font cruellement défaut et auxquels ils peuvent prétendre.

Lorsque la corruption règne, la démocratie, qui est une condition préalable au développement, est menacée. Le développement durable n'est donc pas uniquement un but en soi, il est l'antidote le plus efficace qui soit contre la corruption.

Avec la Convention des Nations Unies contre la corruption, le monde dispose d'un outil puissant pour lutter contre une maladie mondiale. Adoptons les mesures radicales proposées par la Convention pour contribuer à relancer le développement, arracher les pays à la pauvreté et bâtir des sociétés plus justes et plus équitables.

Avertissement

L'original de la présente fiche n'a pas été revu par les services d'édition. Son contenu ne reflète pas nécessairement les vues ou la politique de l'ONUSD ou des organisations qui y contribuent, pas plus qu'il n'en vaut approbation. Les appellations employées dans la présente fiche et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'ONUSD, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

- 1 Chambre de commerce internationale et al., "Clean business is good business" (2008). Accessible (en anglais uniquement) à l'adresse: <http://www.weforum.org/pdf/paci/BusinessCaseAgainstCorruption.pdf>
- 2 Banque mondiale, "Le coût de la corruption: Six questions posées à Monsieur Daniel Kaufmann, Directeur du programme gouvernance, Institut de la Banque mondiale." Accessible à l'adresse: <http://go.worldbank.org/10B4SFUBF0>.
- 3 Chambre de commerce internationale et al., "Clean business is good business".
- 4 Jeroen Vos, Lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau: Méthodes, outils et bonnes pratiques (New York, Programme des Nations Unies pour le développement, 2011). Accessible à l'adresse: <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/IP/Anticorruption%20Methods%20and%20Tools%20in%20Water%20Lo%20Res.pdf>
- 5 Organisation mondiale de la Santé, "Médicaments: la corruption dans le domaine pharmaceutique", aide-mémoire n° 335, décembre 2009. Accessible à l'adresse: <http://www.haspi.org/curriculum-library/A-P-Core-Labs/Body%20Chemistry/Medical%20Applications%20et%20Resources/WHO%20-%20Corruption%20and%20Pharmaceuticals.doc>
- 6 Organisation mondiale de la Santé, "Pourquoi une bonne gouvernance est-elle essentielle dans le secteur pharmaceutique public?". Accessible à l'adresse: <http://www.who.int/medicines/areas/policy/goodgovernance/why/fr/index.html>.
- 7 Organisation mondiale de la Santé, "Médicaments: la corruption dans le domaine pharmaceutique".
- 8 Ibid.
- 9 Organisation mondiale de la Santé, "Pourquoi une bonne gouvernance est-elle essentielle dans le secteur pharmaceutique public?".
- 10 Chambre de commerce internationale et al., "Clean business is good business" (2008). Accessible à l'adresse: <http://www.weforum.org/pdf/paci/BusinessCaseAgainstCorruption.pdf>